

N°2017-BCA-20

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DOTATION D'EQUIPEMENT INITIALE AU TITRE DE LA PARTICIPATION A LA  
CAPINAV – DEMANDE DE FINANCEMENT**

Le 16 mars 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 8 mars 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

La loi n° 2016-2017 du 27 décembre 2016 relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires dite « loi Bacquet » a institué une dotation de soutien aux investissements structurants des services d'incendie et de secours (DSIS<sup>2</sup>).

Cette disposition, introduite par amendement gouvernemental, concrétise la promesse formulée par le Président de la République, lors du dernier congrès de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France, à Tours, le 24 septembre dernier, de créer un fonds de soutien au financement des projets structurants en matière de sécurité civile, compensant la suppression du fonds d'aide à l'investissement (FAI).

Le courrier circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 22 février 2017 précise les critères d'attribution de cette dotation, à vocation pluriannuelle, qui doit permettre d'obtenir un effet levier en co-finançant avec les Sdis et les collectivités territoriales des projets (tant locaux que nationaux) présentant un caractère structurant, innovant ou d'intérêt national.

Au titre des projets nationaux, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a prévu de participer à la mise en œuvre d'une politique nouvelle intitulée « Capacité nationale d'intervention à bord des navires » (Capinav).

La Capinav, portée conjointement par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, a été créée par le décret n°2016-1475 du 2 novembre 2016. Elle est activée par la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (Dgscgc) via le Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (Cogic) en cas d'accident, sinistre ou catastrophe, survenant à bord d'un navire en mer ou à quai pour couvrir les risques de secours à victimes, de feu à bord d'un navire, d'accident NRBCe et de pollution.

Dans ce cadre, le Sdis 76 est identifié par la Dgscgc comme un fournisseur de capacité pour assurer la réponse zonale (façade maritime Manche-Mer du Nord), voire nationale, en soutien du Bataillon des marins-pompiers de Marseille (Bmpm) et du Sdis 62.

Ceci induit la mise à disposition de 16 sapeurs-pompiers spécialisés formés « Intervention à bord des navires » et « Intervention en mer », mobilisables 365 jours par an, dans un délai inférieur à 2 heures (départ du Sdis 76). Cet engagement serait formalisé par une convention signée entre l'Etat et le Conseil d'administration du Sdis 76.

Pour le Sdis 76, le périmètre d'intervention inscrit dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et dans les conventions signées avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (Cross), s'étendrait du quai à la mer.

Cette évolution induirait l'acquisition de matériels d'intervention à bord des navires complémentaires en quantité (tenues feux de navire, appareils respiratoires à circuit fermé, outils de transmission, appareils de détection,...) et en qualité (équipements de survie en mer, conditionnements aérotransportables,...)

Les dépenses prévisionnelles liées à la dotation initiale au titre de la participation à la Capinav sont arrêtées comme suit :

<b>Dépenses en Euros HT</b>	
<b>Matériels spécifiques de secours en mer</b> (EPI survie en mer, enrouleurs, harnais...)	<b>159 400</b>
<b>Matériels spécifiques d'intervention pour feu à bord d'un navire</b> (ARICF et cartouches associées, outils de transmission, matériel d'investigation, véhicule, tenues feux de navire et équipements individuels...)	<b>343 040</b>
<b>Matériels spécifiques d'intervention pour risque technologique NRBC</b> (tenues légères de décontamination type 3, tenues antigaz lourdes type 1 et houpelande, matériel de détection AP4C et radiologique, drone...)	<b>59 460</b>
<b>Matériel pour secours à personne dans le cadre de la menace attentat/tuerie de masse</b> (EPI balistiques, matériel de dénombrement des victimes SINUS...)	<b>29 155</b>
<b>Formations initiales spécifiques pour 80 agents</b> (survie en mer et sinistre maritime de grande ampleur)	<b>206 500</b>
<b>Total</b>	<b>797 555</b>

La majorité de ces dépenses d'investissement pourrait être mobilisée rapidement au travers des crédits de paiement ouverts dans plusieurs autorisations de programme déjà adoptées.

La consommation des dépenses s'échelonne sur les exercices 2017 et 2018 ; l'année prochaine étant principalement consacrée à l'acquisition des matériels spécifiques de secours en mer et à la formation des agents dans un esprit de mutualisation avec les autres Sdis retenus pour participer à la Capinav et l'Etat.

Enfin, il convient de rappeler que, lors des différents échanges entretenus avec la Dgscgc sur le sujet de la Capinav, les représentants du Sdis 76 ont systématiquement précisé que l'engagement du Sdis 76 à cette force d'intervention extra départementale ne pouvait être qu'assujéti à une participation financière de l'Etat, tant dans le domaine de l'acquisition de matériels que de la formation complémentaire nécessaires.

Aussi, vous est-il proposé :

- d'approuver ce projet d'investissement,
- de solliciter les subventions les plus élevées possibles dans le cadre de ce projet, notamment auprès de l'Etat et des Grands ports maritime de la Seine-Maritime,
- de solliciter une dérogation s'agissant de l'éligibilité des dépenses engagées depuis la création de ce fonds et une autorisation de commencement par anticipation avant décision d'attribution, de manière à ce que le Sdis 76 soit en capacité d'être opérationnel dans les plus brefs délais,
- d'autoriser le Président à signer tout document dans le cadre de la sollicitation du financement de ce projet auprès des Grands ports maritime de la Seine-Maritime et de l'Etat au titre de la dotation de soutien aux investissements structurants des services d'incendie et de secours de l'exercice 2017.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**

